

Donc, du point de vue des services de l'État, où en sommes-nous rendus? Quel est le bilan de ces dernières années?

Toutes proportions gardées, ce bilan s'avère d'après moi généralement positif, et nous continuons de progresser. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, douze ans après l'adoption de la Loi sur les langues officielles, l'administration fédérale n'est plus la même institution.

Les Canadiens sont de plus en plus en mesure de traiter avec l'administration dans leur langue maternelle;

La participation des deux groupes linguistiques est plus équilibrée;

Le français et l'anglais sont plus respectés que jamais auparavant dans la Fonction publique;

Et pour toucher encore une fois le niveau provincial, même s'il reste des lacunes toujours très sérieuses, c'est un fait que l'accès pour la minorité, surtout de langue française, à l'éducation dans sa langue est substantiellement plus grand qu'il n'était il y a 15 ou 20 ans.

Tout ceci, je me dois de le souligner de nouveau, ne veut point dire que la guerre est gagnée. Loin de là. Mais je crois que l'on peut dire en toute franchise que l'effort est bien engagé et — j'exprime peut-être ici la foi d'un ancien commissaire aux langues — que nous avons toutes les chances de réussir.

Quant aux rapports entre nos différents groupes linguistiques, et leurs possibilités d'épanouissement dans toutes les régions du pays, les résultats demeurent encore imprévisibles. Je ne serais pas honnête si je vous disais que les statistiques et les recensements donnent cause à réjouissance. Je dois cependant souligner — parce que je l'ai vu moi-même — l'existence d'une vitalité et d'une volonté, parmi nos minorités, de préserver leurs droits et leur langue qui sont plus importantes que les chiffres.

Sur le plan de l'unité nationale, il serait présomptueux de ma part d'affirmer que la réforme linguistique a sauvé la fédération canadienne. Toutefois, je crois que je sais fort bien où en serait le Canada aujourd'hui si l'on ne s'était pas enfin décidé à tenter un redressement des graves déséquilibres entre francophones et anglophones.

Bien sûr, les tensions entre régions subsistent... et les tensions linguistiques n'ont pas disparu. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays comme le nôtre? Nous ne saurons qu'avec le temps si nous pourrions créer une unité nouvelle, plus saine, fondée sur le respect de nos deux langues nationales. Pour l'instant, je puis seulement affirmer que la reconnaissance de ces droits à travers le Canada constitue une condition essentielle de notre survie en tant que nation. Le gouvernement qui vient d'être élu au Canada, en est parfaitement conscient, et ceci, pour moi, est un facteur de continuité, pour reprendre mes paroles du début, qui est profondément rassurant et encourageant.